

## TIZI-OUZOU

# Les transporteurs de voyageurs refusent leur délocalisation

**Le nouveau plan de circulation urbaine à Tizi-Ouzou, qui devait être opérationnel au cours de la dernière quinzaine de juin, pose beaucoup de soucis aux pouvoirs publics qui font face à la grogne des opérateurs privés de transport des voyageurs.**

Après la montée au créneau des transporteurs qui assurent la liaison par fourgons vers Tizi-Ouzou à partir des communes de l'intérieur de la wilaya, qui ont refusé la délocalisation de leurs aires de stationnement à l'extérieur de la ville, c'est autour des propriétaires de bus de dire non à la direction de wilaya des transports qui a décidé la mise en service de la nouvelle gare intermodale construite à la périphérie sud de la ville en lieu et place de l'actuelle gare routière sise à l'intérieur de l'agglomération.

En procédant, vendredi, à la fermeture de cet édifice, les autorités ont ravivé l'ire des transporteurs. Dans une déclaration rendue publique vendredi, les transporteurs considèrent que la délocalisation de la gare routière située au centre-ville vers la gare ferroviaire de Kaf Naâdja, sise au niveau de la rocade sud, est un non-sens en raison, considèrent-ils, des désagréments qui en découlent pour les voyageurs ainsi que pour les transporteurs. Pour ces derniers, la nouvelle gare routière qui combine les deux



Photo : DR

modes de transports ferroviaire et routier ne répond pas aux normes universelles de transport.

La conception de cette gare n'est pas faite pour accueillir des bus de grand gabarit, elle pose, en outre, le problème de la rotation à l'entrée et la sortie des bus.

«Construite à coup de milliards, la gare Kaf Naâdja est un échec pour ses concepteurs qui veulent rentabiliser l'investissement, en sacrifiant les transporteurs et les voyageurs», s'insurgent les propriétaires de bus qui voient à travers cette façon de procéder de la part de

la direction des transports un subterfuge pour la relance du transport par rail qui ne semble pas, pour le moment, attirer les voyageurs. De fait, ces transporteurs qui craignent une concurrence déloyale mettent en avant l'argument économique.

«Avec cette délocalisation, c'est la faillite certaine pour beaucoup de transporteurs qui ont consenti des investissements qui se chiffrent en milliards de centimes en crédits bancaires pour l'acquisition de bus», nous dira un membre du collectif des transporteurs de bus qui exige la construction d'une nouvelle gare

routière prévue dans le plan de développement de la ville de Tizi-Ouzou et dont «le budget est voté et approuvé depuis plus de 6 ans».

Les mêmes transporteurs regrettent de ne pas être associés à la conception du nouveau plan de circulation urbain. Ils se disent à l'écoute de toute solution en accord avec l'administration. Ils réclament l'élaboration d'un nouveau plan de circulation qui prenne en compte la mise en place de nouvelles infrastructures adaptées aux deux modes de transport.

S. A. M.

## DISTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX À BOUIRA

## Après le favoritisme, la rigueur

**A Bouira, pas moins de 210 logements sociaux ont été distribués au courant de la semaine passée.**

Et contrairement à ce qui se passait dans un passé très récent où chaque attribution était suivie d'émeutes et autres contestations populaires, allant parfois jusqu'à la grève de la faim collective, comme ce fut le cas à Sour-El-Ghozlane durant l'été 2010, cette fois-ci, il semble que la rigueur et les expériences du passé ont pesé grandement dans l'établissement de ces listes de bénéficiaires.

Le cas le plus éloquent nous vient de la commune d'Ahl-Ksar dans la daïra de Bechloul, à 30 km au sud-est de Bouira. L'affichage de la liste des 60 heureux bénéficiaires, effectué au début de la semaine dernière, n'a pas été suivi d'une quelconque colère citoyenne mais bel et bien d'une liesse populaire.

En effet, et d'après les témoignages, ce fut sous les airs de *ghaita* et de *bendir* que les familles bénéficiaires ont fêté l'événement en compagnie des autres familles qui étaient venues

les féliciter. A M'chédallah, le même scénario aurait pu se réaliser n'était la colère de quelques postulants, qui se comptaient, selon des témoignages, sur le doigt d'une seule main, qui, à eux seuls, étaient allés fermer la RN15 à la circulation deux jours durant, gâchant la fête aux 120 heureux bénéficiaires dont, il faut le dire, personne n'a trouvé à redire.

La commission de daïra qui avait fait plusieurs sorties a travaillé dans une telle rigueur que les contestations grandioses que l'on avait coutume de voir après chaque affichage de listes des bénéficiaires ne sont qu'un mauvais souvenir. La troisième commune à avoir affiché la liste des 30 logements sociaux est Aomar, située à 22 km au nord-ouest de Bouira, dans la daïra de Kadiria. Même si des mécontents avaient procédé à la fermeture du siège de l'APC, il reste que lors de notre déplacement sur les lieux, nous avons constaté que l'action a été l'œuvre non pas d'une population en furie contre la liste mais de quelques postulants mécontents, auxquels le maire, que nous avons rencontré sur les lieux,

promet des logements lors des futurs programmes. Plus de 150 devront être réceptionnés avant mars 2012 alors qu'un programme de plus de 350 logements est inscrit dans le quinquennal.

«Selon les priorités et le barème», a-t-il tenu à préciser. A voir la sérénité avec laquelle la population accueille ces listes, comparativement aux années précédentes où l'on avait coutume de voir les proches des élus et parfois plusieurs personnes d'une même famille dans la même liste, l'on peut déduire que la rigueur dans l'étude des dossiers des postulants et le respect des barèmes ont été les seuls critères qui ont présidé au classement et au choix des bénéficiaires.

Au grand bonheur des citoyens qui ont longtemps pâti du favoritisme et autres passe-droits. Cela est dû en grande partie au dévouement des P/APC, lesquels, même s'ils ne sont pas les présidents des commissions de daïra de distribution des logements, n'en sont pas moins les premiers responsables des communes et les premiers redevables devant leur population.

Y. Y.

## APRÈS PLUS DE 70 JOURS DE GRÈVE DES TRAVAILLEURS

## Le CNSLT rouvre ses portes au public

**En grève illimitée depuis le 3 avril dernier, les 105 travailleurs du Cnslt, Centre national des sports et loisirs de Tikjda, dans la wilaya de Bouira ont suspendu leur mouvement après les engagements pris par leur tutelle lors d'une réunion ayant regroupé au niveau du centre, outre les représentants des travailleurs, l'inspecteur du MJS, le DG du Cnslt et la directrice de la DJS de Bouira, quant à la prise en charge de l'ensemble de leurs revendications.**

Ainsi, selon un représentant des travailleurs, Saoudi Kamel, joint hier par téléphone, les travailleurs ont voulu par ce geste montrer leur bonne foi et leur volonté d'en finir avec cette situation de blocage et de fermeture d'un centre aussi prestigieux et sa réouverture pour le grand bonheur de tous les férus de la nature.

Selon notre interlocuteur, parmi les décisions prises lors de cette réunion, il y a eu le principe de mutation de trois responsables parmi les cinq dont les travailleurs réclament le départ et la promesse de prendre en charge les revendications socioprofessionnelles des travailleurs telles que l'augmentation des salaires à hauteur de 50 %.

La tutelle a accepté le principe d'une hausse de 25 % —, le paiement des arriérés de salaires des trois derniers mois ainsi que le paiement des indemnités et des hausses avec effet rétroactif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

En somme, notre interlocuteur dira que la réunion qui aura lieu mardi prochain au niveau du MJS sera déterminante et que les «les travailleurs ont confiance quant à la concrétisation de leurs revendications, pour que le CNSLT soit rouvert une bonne fois pour toutes aux estivants et surtout aux amoureux de la nature pour ses charmes sublimes dont le Djurdjura regorge».

Y. Y.

## EX-MUTUELLE DE L'ÉDUCATION À SKIKDA La bâtisse menace de s'effondrer

L'ancienne mutuelle de l'éducation (camp de Cirta, mutuelle des élèves de l'Est algérien), patrimoine domanial, communément appelée la maison de Maître Edouard Abadie, se trouve aujourd'hui dans un état de délabrement total.

Surplombant la plage Market, sur le front de mer de Stora, l'immeuble occupé par 4 familles menace de s'écrouler, si des mesures urgentes ne sont pas prises dans les délais requis. Constituée de 3 dortoirs, 3 réfectoires et un foyer, la mutuelle, qui a fait les beaux jours de beaucoup d'écoliers dans les années 1970, 80 et 90, est devenue un alliage de maisons menaçant ruine, de plantes pionnières qui encombrant le passage vers les petits recoins paradisiaques et d'éclatement de chaussées.

Dans les années 1984, 1991 et 2003, dates inoubliables des inondations enregistrées à Skikda, les dortoirs ont servi au relogement provisoire des sinistrés.

Des travaux de réfection, de ravalement de façades et d'entretien des fenêtres ont été entamés pour apporter du confort aux occupants. L'une des maisons est occupée depuis 40 ans par la famille Khenfri.

En la visitant, nous avons été choqué par l'ampleur des fissurations sur les murs.

«En hiver, au sein de cette cuisine ou du moins ce qui en reste, nous sommes obligés de nous abriter sous des parapluies pour pouvoir préparer les repas», nous dira une dame qui nous servait de guide. Comme de coutume, les rapports alarmants du CTC et de la Protection civile stipulent l'évacuation immédiate des occupants pour éviter mort d'hommes. Quant à leur application, il faut attendre.

Il n'en demeure pas moins que, selon la réglementation en vigueur, les occupants ont le droit de demander un logement décent.

Il y a aussi le fait révoltant que l'un des plus beaux sites touristiques de Skikda menace ruine.

Zaïd Zoheir

## Un sexagénaire se suicide à la cité des Frères-Ayachi

Un des anciens employés de l'hôtel Essalem de Skikda, 60 ans, s'est suicidé, vendredi, aux environs de 17h30, en se jetant du 5<sup>e</sup> étage où il habite. Il a mis ainsi fin à ses jours d'une manière qui a créé une panique sans pareille parmi les siens.

Les raisons qui l'y ont poussé seront déterminées à l'issue de l'enquête qui sera diligentée par les instances compétentes. Mais il n'en demeure pas que la situation socioprofessionnelle, et même mentale, qu'il subissait depuis des années, n'en serait pas étrangère. D'ailleurs, celui-ci a à son actif plusieurs tentatives de suicide.

Z. Z.